

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?633-grandeurs-et-responsabilites-du>



Grandeurs et responsabilités du peuple grec

- Nos textes - Correspondances -



Date de mise en ligne : vendredi 31 août 2012

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Courrier d'un sympathisant, suivi de notre réponse.

"Mon texte est exclusivement centré sur [votre première brochure sur la Grèce](#), celle qui contient [le texte de C.Castoriadis](#). Si j'ai décidé d'écrire un texte aussi long, la raison principale est que je suis surpris et déçu par le peu de commentaires, dont la plupart très brefs, que vos textes inspirent, alors que la qualité de votre travail mériterait un meilleur accueil. (...)

J'ai essayé d'éviter toute polémique. Si, évidemment, nous ne pouvons pas être d'accord sur tout, je conçois mon intervention comme une tentative d'initier une discussion qui pourrait, au delà de votre réponse, intéresser d'autres personnes (j'en doute, mais on peut toujours espérer)."

Le mouvement pour la démocratie directe ou le retour de la politique

Nous assistons, au début de cette décennie et un peu partout, à l'apparition de mouvements de masse dont la dynamique représente le plus grand espoir pour l'avenir de l'humanité depuis un demi-siècle (tout au moins, depuis l'effondrement du communisme). La quête de démocratie - qu'elle soit qualifiée de réelle, directe, véritable etc. en attendant que tout qualificatif se révèle superflu - est un point de référence commun du Caire à San Francisco, en passant par Madrid ou Athènes.

L'importance et la grandeur de ce mouvement est d'aller, pour la première fois depuis cent-cinquante ans et délibérément, à l'encontre de la fameuse phrase sur « l'illusion de la politique » qui a permeé l'imaginaire révolutionnaire pendant toute cette période. Il devient de plus en plus clair que la réduction de la politique à une clé déterminante et explicative, en succursale de la lutte des classes et de l'évolution des rapports de production, est erronée et désormais désastreuse. Il est maintenant clair que la politique, comme l'histoire et l'évolution de la société, n'est pas réductible au substrat économique, aussi important qu'il puisse être par ailleurs.

Je ne peux directement témoigner que sur la composante grecque de ce mouvement, centré autour de l'occupation de la Place de *Syntagma* pendant plusieurs mois l'année dernière, période pendant laquelle j'étais en Grèce les dix premiers jours de chaque mois. S'il a partagé avec ses homologues européens et américain la mise en avant de l'opposition oligarchie-démocratie, il a été, à mon avis, le plus loin dans la tentative de banalisation de la première et de définition positive de la seconde.

Déjà, dans un pays où la tradition d'autonomie est quasi-inexistante, le fait que quelques centaines de personnes, rapidement devenus des milliers, se sont autoorganisés pour occuper un endroit public hautement symbolique, instaurant au passage un processus transparent et démocratique pour la prise des décisions, est un événement en soi. L'influence des soulèvements arabes et des indignés espagnols ne saurait être sous-estimée pendant cette première étape.

Ce qui différencie et caractérise le mouvement grec vient ensuite. Il s'agit, d'une part, de son caractère de masse pendant deux mois environ et, d'autre part, de l'ampleur de la revendication pour un changement de régime.

Sur le premier point, je peux invoquer mon expérience personnelle pendant cette période. Outre mes amis militants, plus tout jeunes pour la plupart et entièrement acquis à la cause, je peux témoigner de l'engouement de l'écrasante majorité des personnes de toute catégorie sociale, qui dépassait le stade de la simple bienveillance pour aller vers l'identification. Le 5 juin 2011, des centaines de milliers de personnes ont convergé vers la place de *Syntagma*, sans mot d'ordre préalable, cautionnant par leur présence le processus en marche. Il s'agit d'un événement unique dans l'histoire de la Grèce moderne qui ne saurait être ramené à une simple réaction face à la crise économique et ses conséquences pénibles. Dans la même période, les assemblées quotidiennes réunissaient plusieurs milliers de personnes sur des sujets portant sur l'actualité douloureuse, avec en filigrane l'instauration de la démocratie directe comme solution possible.

Ceci nous amène au deuxième aspect de la question, sur l'ampleur de l'exigence démocratique concrètement revendiquée. On peut retenir du mouvement l'accueil par un pope des marcheurs spartiates, arrivés après une longue marche à destination, à force de drapeaux déployés et d'exaltation nationale. On peut aussi retenir la focalisation à l'action à court terme, visant à empêcher le vote par le parlement des mesures imposées par les créanciers. On pourrait évoquer une foule d'autres actions concrètes et analogues, renvoyant au demeurant à un imaginaire aucunement simpliste. Les propositions à caractère politique les plus fréquemment avancés étaient :

- Diminution du nombre de députés
- Elimination des privilèges des députés
- Instauration/extension de la pratique référendaire
- Révocabilité des représentants élus
- Instauration d'une démocratie directe sur la base d'une coordination d'assemblées autonomes

Si on peut voir dans les trois premières une tentative d'« assainissement » du système oligarchique, je retiens pour ma part qu'une minorité significative était particulièrement sensible aux deux dernières.

Si le mouvement n'a pas su/pu dépasser son cadre géographique strict ou se radicaliser tout en restant sur place, s'il n'a pas pu tester ses idées et ses limites au delà et dans les places (le phénomène athénien a trouvé des émules dans la plupart des places des grandes villes grecques) cela est du, à mon avis, à une sorte de narcissisme légitime par la nouveauté et l'ampleur de l'entreprise, qui a fait que l'occupation de la place de *Syntagma* est devenue, en fin de compte, une fin en soi permettant de vivre en micrographie dans un espace de démocratie et de liberté. Les relais qui auraient pu assumer une tentative de propagation/radicalisation ont fait cruellement défaut et, même, c'est le contraire qui se produisit. Les divers groupes marxoïdes, muets ou absents au départ, se sont rendus de plus en plus audibles par le biais du chantage comique affirmant que la démocratie directe, se posant sur le plan de la politique, ne peut qu'être indifférente au sort des exploités et victimes du capitalisme. Sur ce plan, je suis extrêmement déçu par la banalité de la production finale (présentée en Assemblée Générale le 3 septembre 2011) du groupe "Démocratie directe" d'autant que, y ayant participé par intermittence, je n'ai pas eu le moindre talent pour tenter d'infléchir son orientation.

On peut parler aujourd'hui du mouvement grec au passé, ayant reflué sans défaite ni faute d'engager combat. L'avenir montrera si ce retrait n'est que provisoire et si la quête démocratique a marqué profondément les esprits pour qu'il retrouve une deuxième jeunesse, surtout au delà des frontières, selon même un des vœux les plus chers émanant de la place de *Syntagma*. En tout cas, je ne pensais pas personnellement assister de mon vivant à l'émergence d'un tel mouvement, en Grèce qui plus est, et mon étonnement et ma joie s'accompagnent d'une petite pointe de fierté.

« Le retour de la politique » représente une rupture face à la seule grille de lecture actuellement en cours, dans les milieux militants, que reste le marxisme avec plus ou moins de variantes et de degrés d'intériorisation, consciente ou inconsciente. Les deux approches sont incompatibles, même si, dans le feu de l'action, les différences passent naturellement au deuxième plan. Il est dérisoire d'essayer de résumer en quelques phrases ce qui a passionné des

générations entières, avec la cohorte de noblesses, de sacrifices, de succès, de tragédies, de malheurs et d'échecs horribles. Il est, en effet, dérisoire d'affirmer que le marxisme est une théorie fausse, dans la mesure où aucune théorie prétendant fournir l'explication de l'évolution historique, passée et à venir, ne peut être tenue pour vraie.

Le marxisme fut, pendant près de deux siècles, une religion laïque à l'origine d'immenses avancées sur le plan social et politique. L'horreur du « socialisme réel » en Europe de l'Est lui est-il directement tributaire ? Personnellement je le crois mais, pour notre propos, ceci est secondaire. Le prolétariat n'est pas prédestiné à assurer l'émancipation de la société, encore moins la fin de la (pré)histoire - c'est quoi, d'ailleurs, le prolétariat aujourd'hui ? - et ceux qui persistent à le croire ne font que perpétuer des avatars d'une religion sous forme de sectes nuisibles.

Mon père, membre du Parti Communiste, est mort pendant la guerre civile grecque, début 1949, quand j'avais trois mois. J'ai longtemps réfléchi sur mon attitude possible face à un choix similaire, dans les circonstances de l'époque. Par certains cotés la question est impossible, tant est-il vrai que l'histoire ne se répète jamais. Ceci étant dit, je suis persuadé que mon choix aurait été le même que le sien. Dans une ville plus grande, j'aurais pu croiser les destins de groupes comme celui de Stinas. N'empêche que le marxisme, sous une forme ou une autre, était le seul horizon disponible.

Ce qui sert aussi à perpétuer l'hypertrophie de l'influence des sectes marxistes au sein du monde militant est la fumisterie intéressée des oligarchies, feignant de croire que l'économie est incontournable, à la base de tout, que le « marché » et ses « lois » sont sacrées. Dans le cadre de l'Etat-Nation cette supercherie fut exposée et ridiculisée à répétition. Avec le développement de la mondialisation, le morcellement des exploités et de leurs résistances peuvent difficilement reproduire le modèle d'action des classes ouvrières nationales. Le défoulement oligarchique s'exerce désormais sans véritables entraves.

Il serait intéressant de pousser plus loin sur les dangers de cette fumisterie, sur le plan de la montée des nationalismes, des religions, des véritables dangers géopolitiques, du désastre écologique etc. Je préfère revenir sur ce qui représente, à mes yeux, le plus grand espoir pour l'avenir, « le retour de la politique ».

Il n'y a que trois formes de gouvernement, répertoriées depuis des millénaires par les grecs anciens : la Monarchie, l'Oligarchie et la Démocratie (tout qualificatif étant superflu pour la dernière). Sur ce plan, j'ai du mal à saisir votre description de l'oligarchie dans les premières pages de votre brochure : s'agit-il d'un phénomène nouveau, mauvais ou bien le système oligarchique actuel est très médiocre par rapport à ses prédécesseurs ? Quand vous dites, par exemple, « ils n'investissent pas, ils misent ; ils n'entreprennent pas ils déconstruisent ; ils ne gèrent pas, ils pillent etc. » s'agit il d'une nostalgie d'une oligarchie « honnête et entreprenante », d'un Clemenceau à la place d'un Sarkozy ou d'un Jaurès à la place d'un Mitterrand ? L'oligarchie moderne se manifeste, pour la première fois, en Angleterre du 17e siècle. En France moderne, les Jacobins constituent le noyau initial, dont on ne peut contester le caractère progressiste. Dans la France d'aujourd'hui l'oligarchie est essentiellement formée aux Grandes Ecoles pour peupler ensuite l'appareil d'Etat, les partis politiques le monde de la finance et de l'industrie. Si votre critique porte sur le déclin de la résistance sociale face au défoulement de l'oligarchie actuelle, nous sommes tout à fait d'accord. Peut-être que les désaccords que j'exprime portent plus sur la forme que sur le fond de votre argumentation. Les trois formes de gouvernement répertoriées peuvent paraître aller à l'encontre de la possibilité illimitée de la capacité de la création humaine. Le délire des sectes marxistes envisageant un réseau de communautés transparentes, souvent sans monnaie ni marché, est tout simplement pathétique. Si des gens sont encore persuadés que la monnaie et le marché sont des créations typiquement capitalistes, je leur recommande de lire tout simplement Astérix. L'espoir, le germe, l'ébauche du mouvement grec est d'avoir réhabilité radicalement la politique. L'existence de trois formes de gouvernement ne bloque en aucun cas la créativité humaine. Dans un cadre démocratique, « qui est citoyen ? », « quelles sont les affaires publiques ? », « comment organiser la prise de décisions ? », ne sont que des échantillons de questions pour lesquelles la créativité humaine aura un rôle immense et déterminant à jouer dans l'avenir.

A propos de la Grèce

Tout d'abord, j'aimerais dire que j'adhère complètement au texte de Castoriadis. Les quelques compléments/réserves qui apparaîtront par la suite ne sauraient aller à l'encontre de sa description de la réalité grecque, que je considère pertinente et profonde.

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu, de tradition d'autonomie en Grèce moderne. Un de vos commentateurs a signalé la persistance de luttes politiques au cours de toute l'histoire de la Grèce moderne. C'est vrai, mais si la continuité des luttes est un signe d'autonomie, on devrait pouvoir affirmer que l'Afghanistan est le pays le plus autonome sur terre.

L'autonomie se manifeste par la mobilisation d'une partie significative du peuple, sans esprit de clan et d'ordres venues d'ailleurs, en vue d'instituer une réalité nouvelle, toujours accompagnée d'une exigence égalitaire et démocratique. En France, de tels moments ont été très nombreux, depuis la prise de la Bastille jusqu'à mai 68. Si cette capacité instituante - non seulement pendant les grands soirs mais par des luttes au quotidien - n'a pas encore réussi à imposer un régime démocratique, elle a contribué à créer/modifier/façonner/altérer des institutions investies par la population : école républicaine et laïque, système de santé qui fonctionne, couverture sociale, congés payés, (relative) égalité devant la loi, liberté d'expression, droits de l'homme, j'en passe. Plus que tout, elle a imprégné l'imaginaire français de la conviction que l'action autonome peut faire non seulement beaucoup mais tout. Evidemment, il ne s'agit pas d'une exclusivité française mais, je le dis avec détresse, tel n'est malheureusement pas, encore, le cas en Grèce.

Ces propos peuvent vous étonner, dans la mesure où vous avancez volontiers la déchéance des institutions françaises, qu'il s'agisse de l'école, de l'avenir des jeunes, du délabrement du système de solidarité. La triste réalité est que, comparée à la Grèce, la situation française s'apparente à une sorte de paradis. Pour donner un exemple concret, que je peux corroborer par des dizaines de témoignages, si en France il n'est nullement nuisible de connaître un médecin dans un hôpital, ta vie n'en dépend pas. Or en Grèce, si tu ne connais personne à l'hôpital et si tu n'a pas un pécule suffisant pour soudoyer le spécialiste ou le chirurgien de service, tu meurs, purement et simplement. Le paradoxe, si paradoxe il y a, est que les médecins grecs sont d'un niveau quasi-équivalent à celui de leurs homologues français. La pourriture du système se manifeste justement par l'absence de tradition d'autonomie qui fait que le citoyen est muet devant « l'autorité ».

Il serait cruel de comparer le système éducatif grec à son équivalent français ainsi que d'exprimer le fossé qui sépare le fait de franchir la porte d'une Mairie grecque et d'une Mairie française. Je suis à votre entière disposition pour apporter des éléments précis étayant cette affirmation.

La politique officielle en Grèce se résume à une lutte tribale entre partis, sous la forme « les nôtres » contre « les autres », exactement sous la forme de supporters de PSG ou Marseille, dans le but de placer « les nôtres » aux postes du pouvoir au sein du *dovleti* (selon l'expression très heureuse de Castoriadis) et de toutes ses ramifications. La notion de « service public » est pratiquement un oxymoron.

La situation n'est évidemment pas particulière à la Grèce. Elle est la même, ou pire, dans tous les pays des Balkans et dans certains pays de l'ex-Union Soviétique. La particularité de la Grèce consiste en cette succession de catastrophes, dont parle très justement Castoriadis. La Grèce est un pays qui a changé de frontières une dizaine de fois en moins d'un siècle (s'agit-il d'un record mondial ?). Si on rajoute les guerres, les dictatures et autres coup d'Etats, la Grèce a rarement vécue une période de stabilité dépassant dix ans au cours de son histoire moderne. (Signalons au passage que 1922, dont la famille Castoriadis a beaucoup souffert, est connu dans le langage de tous les jours comme « la catastrophe » : non seulement il a signifié la fin de la diaspora, mais il a obligé un Etat de quatre millions d'habitants pauvres d'accueillir et absorber un million et demi de nouveaux arrivants, non seulement pauvres mais démunis de tout). Faut-il y voir une raison/explication pour le manque élémentaire d'institutions dignes

d'un Etat européen moderne ? La question est très complexe mais ma réponse instinctive est négative.

Je ne sais pas comment vous avez opéré la compilation entre les différents textes de Castoriadis, qui recouvrent une période de vingt ans. Toujours est-il que la partie de son interview qui pourrait correspondre à 1994 me paraît extrêmement faible. Pour faire bref, le problème essentiel de la Grèce, pendant les années 1980, ne fut pas de subir la « montée de l'insignifiance » importée mais d'être absolument réfractaire aux progrès d'une possible acculturation, après l'adhésion à l'union européenne. Les sommes colossales que la Grèce a reçues de l'Europe pendant cette période n'ont servi qu'à perpétuer et renforcer un système de clientélisme, de corruption, d'achat de votes, sans aucune dynamique de solidarité, capable d'employer la richesse nouvellement acquise à des fins autres qu'électorales, à des investissements à caractère collectif. Encore une fois, le déclin des valeurs occidentales ne sont pas à l'origine du désastre grec actuel.

Avant le mouvement des places (comme *Syntagma*) il n'y eut qu'un seul moment de manifestation autonome du peuple grec, pendant le soulèvement autour de l'école Polytechnique en novembre 1973, quand les appareils de tous les partis étaient en lambeaux, à cause de la dictature. Sur ce propos, signalons le contraste entre le slogan principal de 1973 (« *pain, éducation, liberté* ») et leurs homologues, plus politiques, de 2011 (« *qu'il brûle, ce bordel de parlement* » et « *la junte n'est pas finie en 1973, nous l'enterrerons maintenant dans la place* »). Le clin d'oeil au mouvement de 73 est à mon avis, significatif ; en effet, la junte a pris officiellement fin en 1974 mais elle était cliniquement morte depuis novembre 1973. Je demande à tous mes amis grecs un exemple de chanson révolutionnaire depuis deux siècles (une façon pour le peuple autonome de prendre la parole) avec une réponse négative, plus ou moins embarrassée. Si, donc, il n'y a pas de tradition d'autonomie en Grèce, comment expliquer les événements formidables de l'été 2011 ?

Je n'en sais rien. Peut-être que cette succession de catastrophes a rendu le grec particulièrement réfractaire à toute forme d'idéologie. D'un autre côté, le Parti Communiste Grec est un des plus réactionnaires et staliniens à l'échelle mondiale. Peut-être aussi ceci explique cela. Dans une situation de crise extrême, telle vécue par le peuple grec aujourd'hui, la démocratie peut paraître la seule solution possible, ne serait-ce pour lui offrir une rédemption après une overdose d'abus coupables. Si l'exemple grec pourrait se perpétuer et se développer au delà des frontières, selon le vœux même de ses initiateurs, ce serait une excellente nouvelle. Le plus probable est que la culpabilité diffuse basée sur une surconsommation à crédit, sur l'aval d'une anomie généralisée, sur la participation passive au discrédit de toute institution, politique, corporatiste, syndicale etc. explique en grande partie la modération relative des formes de lutte traditionnelles et l'émergence d'une lucidité nouvelle, exprimée de façon radicale à la place de *Syntagma*. Je vous livre, pêle-mêle quelques anecdotes qui peuvent peut-être aider à saisir la profondeur du drame grec.

- L'année dernière, j'ai fait appel à un menuisier pour réparer une fenêtre à notre maison familiale. Il s'agit d'un ami de plus de vingt ans et, après sa menue réparation, on a bavardé un petit peu. Il m'a dit que ses deux enfants étudiants, son fils à Athènes et sa fille à Salonique, lui coûtent mille euros par mois chacun. En même temps, dans sa déclaration d'impôts, il déclare un revenu annuel de 3 500 euros. Son cas est représentatif de 99% des artisans grecs.
- Même si les PME constituent le secteur le plus performant de l'économie grecque, un marxiste y trouverait une manifestation de mentalité petite-bourgeoise. Justement, donc, parlons d'autre chose. Je tiens de source on ne peut plus sûre que le salaire moyen (brut, mais quand-même) des employés de l'EDF grecque avant la crise (il y a 2-3 ans) était de 4 300 euros par mois, chiffre qui laisse bouche bée tout interlocuteur français à qui j'ai fait part. Le clientélisme corporatiste et syndical a des moyens de pression, d'extorsion, plus justement, inimaginables dans d'autres pays d'Europe.
- Il y a quelques années, je ne me rappelle pas la date exacte mais je peux facilement vérifier, les syndicalistes de la SNCF grecque, prenaient des commandes, à l'insu de la direction, de transports de marchandises dont ils empochaient les bénéfices. Même en Grèce, ça avait fait scandale à l'époque. Je connais des radicaux français

qui pourraient applaudir devant cette façon ingénieuse de détourner le système. La réalité est plus proche d'une action maffieuse, purement et simplement.

- Un exemple tristement amusant concerne la construction des routes et autoroutes. Les entrepreneurs responsables des tronçons à construire arrivent, bénéficiant de complicités douteuses, à monter de toutes pièces des groupes écologiques s'opposant au projet, exploitant l'avidité des uns et la sincérité des autres. Le but est tout simple : pour chaque jour de retard pour le début des travaux qui ne leur est pas directement imputable, ils empochent des sommes considérables.

Je pourrais multiplier les exemples sur l'hypertrophie du secteur public grec (au sens large), sur la puissance de certaines corporations (les pharmaciens, par exemple) choses qu'on peut observer aussi ailleurs mais dont le degré d'outrance et de corruption dépasse l'entendement d'un citoyen français ordinaire. Je préfère finir cette section sur une autre note, à propos du "vol de la chouette" que cite Xenakis et que Castoriadis commente.

On a assisté, en Grèce, disons grosso-modo entre 1920 et 1960, à l'apparition d'un nouveau genre artistique, une véritable création musicale qui a su saisir le peuple grec et l'accompagner/réconforter lors des ses expériences catastrophiques. Cette musique, d'une exceptionnelle qualité, véritablement tragique, même si après 1960 n'a pu se renouveler que par intermittence, a imprégné et imprègne encore toutes les générations - les jeunes de vingt ans d'aujourd'hui l'ont littéralement dans la peau. Difficile de donner une comparaison. Le musette français, d'une très grande qualité, appartient désormais au musée. Le seul exemple qui semble s'en approcher est la part du jazz dans l'âme d'un noir américain.

Je sais, par expérience personnelle, que Castoriadis n'appréciait pas particulièrement cette musique. Rien de grave à ça : un génie n'est pas obligé de reconnaître comme telle toute autre manifestation de génie. Toujours est-il que "la chouette de la Minerve", ayant quitté la Grèce, y a laissé quelques plumes. Cette musique représente aussi le seul patrimoine de chanson quasi-révolutionnaire (je ne me réfère pas aux chansons « *siffle la sirène de l'usine* » de Tsitsanis ou « *ceux qui deviennent premiers ministres* » de Vamvakaris, chansons typiquement et étroitement à caractère politique ou social, mais au fond permanent de cette musique contre l'injustice et centrée sur le tragique de la vie). Se regardant dans le miroir sans complaisance, pesant le pour et le contre de ses options futures, le grec moderne peut au moins compter sur ces quelques plumes.

Anthropologie et militantisme

Lors des phases initiales, de création et de consolidation de l'occupation de *Syntagma*, le rôle des militants a été de négligeable à nul. En vous lisant, il me semble que tel fut aussi le cas en Egypte et en Tunisie, avec mention particulière, pour cette dernière et selon vos dires, aux supporters de football déjà aguerris par les confrontations avec les forces de police. Par opposition, en mai 68, par exemple, le rôle des militants a été central dès le départ.

Le militant est au service d'une cause pour le bien de la communauté, attitude non dépourvue d'une certaine noblesse (il rappelle vaguement le héros homérique, prêt à se sacrifier pour le bien de la communauté). Or « le bien de la communauté » est une notion éminemment politique en l'absence d'un monarque suprême et les différentes « causes » flirtent en permanence avec le danger de l'hétéronomie rationalisée.

Ce danger ne devrait pas être surestimé, tant est-il vrai que « les hommes font leur histoire sans le savoir » et que les vrais moments d'autonomie sont, malheureusement, rares dans l'histoire de l'humanité. Néanmoins, il y a des circonstances historiques qui dégagent une telle clarté qui impose de remettre en cause toutes les « causes » précédentes. Si tout siècle a connu ses moments de grandeur et de malheur, j'espère que vous me concéderiez que l'horreur totalitaire mérite de placer le vingtième siècle hors concours.

Le citoyen moderne vomit littéralement le totalitarisme. Castoriadis décrit comment, lors de ses multiples interventions dans des pays de l'ex-Europe de l'Est après 1990, les gens quittaient la salle dès qu'il commençait à émettre des critiques à propos des oligarchies occidentales. Il s'agit d'une manifestation de « mutation anthropologique » que je qualifierais pour ma part comme absolument saine.

Qu'y a-t-il d'anormal, que pendant ces vingt ans après la fin de cette horreur, les gens se soient détournés de la politique (comprendre : le militantisme et l'idéologie) ? La véritable surprise est que seulement vingt ans plus tard, nous assistons à un regain de la politique et, cette fois, de la quête démocratique.

La plupart des militants n'ont rien compris, obsédés par leur préservation de la clé de l'histoire, à transmettre au reste de la population. Leur sentiment de supériorité provoque l'hilarité générale. En exagérant un peu, il n'est pas faux de dire que le militant classique « est actuellement l'être le plus universellement méprisé, plus que le curé ou le flic », pour paraphraser un aphorisme célèbre.

L'apathie, l'atomisation, la montée de l'insignifiance etc. que vous croyez déceler au sein des sociétés actuelles sont ils vraiment des caractéristiques d'ordre anthropologique ? Dire qu'à la démocratie correspond un type anthropologique démocratique, n'est-il pas une forme de tautologie ? Malgré l'immense importance des Lumières, peut-on sérieusement dire qu'en 1788 la France était peuplée de spécimens arborant un type anthropologique démocratique (ou républicain) ?

Le citoyen actuel a une méfiance instinctive vis-à-vis du militantisme classique, qui emporte tout sur son passage, y compris, malheureusement, des groupes comme le votre. Je ne remarque, personnellement, aucune apathie ou atomisation mais un profond sentiment de désespoir, dû à l'immensité de la difficulté de création de nouvelles formes libératrices, d'autant plus qu'il se considère désormais comme citoyen du monde, sans volonté de retour en arrière.

Vous pouvez contester ce dernier point, d'autant que je crois apercevoir dans vos écrits une nostalgie pour des communautés pré-modernes, où régneraient chaleur et solidarité. L'image que je garde de la Grèce rurale des années 50 m'incite à vous dire que vous avez tort, mais peut-être vous pouvez invoquer des expériences de nature différente.

Ce qui, en revanche, me semble très important est d'incorporer dans la tradition émancipatrice des mouvements comme les réunions des lundis dans l'ex-Allemagne de l'Est et la lutte admirable des citoyens de Stuttgart contre le projet de transformation de leur gare ferroviaire. A l'instar des mouvements récents, le caractère de « classe » y est secondaire, d'où justement leur intérêt dans le contexte actuel.

L'immense mérite du mouvement grec est d'avoir, dans un pays occidental, initié un germe démocratique, pouvant être repris et développé à une échelle la plus englobante possible, sur un plan géographique.

C., le 21 avril 2012

Réponse du collectif Lieux Communs

Le texte ci-dessus a été écrit par un sympathisant de notre groupe et porte sur le mouvement des places publiques de juin 2011 en Grèce. L'auteur est d'origine grecque et a participé à quelques assemblées générales sur la place de *Syntagma* et, aussi, à la commission de démocratie directe du même mouvement. Nous devons avouer que nous partageons à la fois son étonnement que le mouvement des places publiques en Grèce s'est revendiqué du projet de

démocratie directe et son inquiétude sur l'avenir du peuple grec. Nous souscrivons aussi pleinement à ses remarques sur l'ampleur de l'exigence démocratique et sur les limites qui ont empêché l'approfondissement et la radicalisation du mouvement (narcissisme, absence d'une tradition de luttes pour l'autonomie etc.).

Pourtant, il semble que les remarques de notre sympathisant oscillent entre deux thèses difficilement conciliables. On ne parvient pas à comprendre si, et dans quelle mesure, c'est le destin historique ou bien alors l'attitude, le rôle et les décisions du peuple grec (et le type anthropologique néo-grec qui les accompagne) qui sont responsables des particularités sociales et politiques de ce pays (corruption, clientélisme etc.) et de sa situation actuelle. Peut-être, d'ailleurs, faut-il y voir l'origine de ses interrogations sur [notre conception de l'oligarchie contemporaine](#).

Nuançons ce constat : Dans ce texte il est question d'une série d'événements historiques vraiment malheureux qui ont marqué profondément le peuple grec et sa relation avec lui-même, avec son régime politique, ses voisins et les puissances européennes. Dans le cas de la « catastrophe » de 1922 et de la destruction de Smyrne par l'armée de Kemal, ce qui n'est pourtant pas mentionné et qui mériterait une analyse beaucoup plus ample c'est précisément l'emprise de la Grande Idée (la création de la « Grande Grèce » des deux continents - Europe, Asie - et des cinq mers - mer Noire, mer de Marmara, mer Egée, mer Ionienne, mer Méditerranée) sur le peuple grec, du milieu du 19ème siècle jusqu'à 1922. Cette idée a constitué le noyau du nationalisme néo-grec et a légitimé plusieurs guerres de libération des « frères grecs » encore soumis et qui souffraient sous le joug des voisins... Les guerres balkaniques et en général la politique d'expansion durant les années 10 ont été appuyés par cette même idéologie qui a rendu le peuple et les politiciens bourgeois de l'époque (et Venizelos lui-même, politicien astucieux par ailleurs) tellement aveugles et crédules qu'ils ne se sont pas aperçus des enjeux, de la fragilité de l'équilibre géopolitique au lendemain de la première guerre mondiale et des procédés de la diplomatie des vainqueurs et se sont impliqués dans une expédition militaire catastrophique.

Passons sur les autres « catastrophes » qu'a subies le peuple grec, la guerre civile de 44-49 et la dictature de 67-74 étant parmi les plus marquantes. Selon notre sympathisant, dans un régime parlementaire où des libertés essentielles sont établies et garanties par le régime en place, le peuple grec serait curieusement « réfractaire à toute forme d'acculturation » après l'adhésion à l'union européenne. Il est vrai que cette question est beaucoup plus subtile. Et d'abord parce qu'il y a quantité de malentendus à dissiper : Il faut comprendre que les sommes colossales qui ont atterri dans les caisses de l'Etat grec avaient comme véritable but le délabrement de la production agricole (par la systématisation de la monoculture) et industrielle du pays afin de miner son autosuffisance (toujours relative) et à le rendre dépendant des puissances européennes. Cette politique de l'UE était donc orientée par une volonté de manipulation, de pillage et d'assujettissement, c'est à dire d'une mentalité essentiellement maffieuse, à peu près du même genre que celle qui a fait que cet argent ait en large partie été gaspillé par le néo-grec corrompu ! Il faut ensuite comprendre que l'adhésion à une culture différente est une procédure extrêmement compliquée et ne peut en aucun cas être appuyé uniquement par les subventions financières. Mais pour les grecs il est aujourd'hui plus qu'évident que depuis trente ans l'Europe n'avait rien d'autre à leur offrir que de l'argent - pour, bien sûr, leur en demander davantage en retour. Mais nous ne voulons pas non plus accuser le déclin de l'occident comme la seule cause du drame néo-grec. Nous croyons nous aussi que le type anthropologique contemporain, enclin à la corruption, sans histoire de luttes autonomes, est responsable de sa situation actuelle. Mais sur ce point les choses ne sont pas si simples non plus. Les anecdotes de notre sympathisant démontrent pleinement que la corruption et l'anomie généralisée sont la règle dans le pays. Mais à cela il faut ajouter que le discrédit de toute institution, la surconsommation à crédit, le gonflement des valeurs nominales au-delà des valeurs réelles, le truquage des chiffres des bilans, la spéculation à l'infini et plusieurs autres procédés de la finance n'ont pas surgi en Grèce ni il y a vingt-cinq siècles, ni il y a trente ans...

Le peuple grec n'a pas non plus été réfractaire à toute forme d'idéologie. Au contraire, il a, lui aussi, avalé et ruminé le nationalisme, le communisme, la social-démocratie, la « modernisation », le développement durable, la « croissance », l'individualisme, le succès personnel, le *lifestyle*, la consommation et quantité d'autres. Il l'a fait, bien entendu, à sa manière, c'est-à-dire en mélangeant ces idéologies avec les particularités de sa culture, parfois en

gardant une certaine distance (pas forcément lucide), parfois en l'utilisant comme façade pour accomplir d'autres buts, parfois en en développant une relation fortement sentimentale et quasi-religieuse avec ces idées (le mouvement communiste grec a été caractérisé précisément par cette attitude, et l'a renforcé). Il n'empêche que l'essentiel de l'idéologie comme fausse conscience ait été parmi les facteurs déterminants dans sa manière d'envisager sa situation et de prendre ses décisions politiques. Ce qui le différencierait des autres peuples européens serait précisément le fait qu'il commence à se rendre compte de l'immense impasse à laquelle l'idéologie peut le conduire. A cela le mouvement des assemblés des quartiers depuis quelques années et celui des places publiques de l'année dernière ont eu une relative contribution, malgré les malentendus qui se sont produit. De l'autre coté, l'emprise du mode de vie d'avant-crise et de l'idéologie qui l'entoure semble encore puissante et le recours des grecs à une nouvelle variante de social-démocratie l'illustre pleinement. Bien sur, le fait que celle-ci ne parvient pas à se créer une vraie dynamique sociale témoigne en même temps de l'ambiguïté du rapport que les grecs entretiennent avec elle mais aussi, de manière plus générale, avec le régime en place. Le taux d'abstention élevé et le morcellement du corps électoral aux élections du 6 mai démontrent l'impossibilité pour le peuple grec d'envisager cette période historique cruciale avec le déterminisme et l'esprit de créativité qu'elle mériterait. Et pour cela les différentes idéologies à la mode depuis 60 ans sont largement responsables.

Il nous semble également qu'il faille envisager avec précaution l'idée que la création musicale des années 1920-1960 devrait être considérée comme une vraie création, originale et grande. Le *rebetico*, dont parle notre sympathisant, est l'objet de plusieurs controverses d'ethnologues et historiens grecs. Depuis la fin de la dictature, une partie de la gauche grecque en a fait une musique quasi-révolutionnaire, à défaut d'autres bien sûr. Mais il faut rappeler que ce genre apparaît grosso modo au milieu du 19ème siècle chez les milieux populaires urbains et trouve ses racines dans la musique démotique grecque, une création musicale anonyme de la population rurale grecque. Après la catastrophe de Smyrne, le *rebetico* est fortement influencé par la musique orientale. Enfin, dans sa forme, la résonance de la musique byzantine est évidente. Mais dans le *rebetico* lui-même on ne rencontre pas la richesse de création qu'on rencontre dans la musique classique ou chez le jazz par exemple. Au fil des années on pourrait attester d'un perfectionnement ou d'une différenciation des manières de jouer, mais on n'assiste pas à une véritable originalité. De plus, le *rebetico* a accompagné et conforté le peuple grec dans ses malheurs, mais il l'a fait dans un esprit de rejet, de pessimisme, de cynisme cruel et d'abandon. Il aborde la question de l'injustice sociale plutôt sous l'angle d'une réalité inexorable, d'un destin inévitable et ne touchera que superficiellement au vrai tragique de l'existence humaine (comparons la tragédie athénienne avec une chanson comme La nette par exemple.). On ne le voit pas accompagner le peuple lors des luttes sociales (au contraire Vamvakaris va chanter son contentement que l'armée grecque ait pu envahir Salonique en 1912 et l'arracher aux Bulgares) et le plus souvent il chantera la douleur de la séparation, les amours déçus, le désespoir des marginalisés et des exclus, la nostalgie des expatriés etc. Et il ne semble pas que la jeunesse grecque porte cette musique « dans sa peau ». On dirait au contraire que le re-surgissement de l'intérêt pour le *rebetico* depuis vingt ans est du à cette curieuse et anxieuse quête d'identité qui tourmente la jeunesse et à laquelle la production des *rebetes* ne peut répondre que partiellement.

Enfin, nous croyons que le peuple grec, comme tout autre, est responsable de sa condition actuelle. L'analyse du cas de chaque pays pourra révéler des différences par rapport à l'importance de l'intervention des pays puissants, des manipulations du capitalisme et de la finance mondiales. Il n'empêche que la lutte autonome du peuple soit pour nous la seule issue possible de l'impasse actuelle. C'est précisément dans cette perspective qu'il nous semble important de pouvoir repérer dans la mentalité, le conditionnement historique et culturel de chaque peuple les éléments qui peuvent éventuellement appuyer le projet de la construction d'une société autonome. L'exemple de la solidarité et de la chaleur des grecs, évoqué par notre sympathisant, est illustratif. Bien qu'elles ne s'inscrivent pas dans le cadre plus large d'une société émancipée, ces valeurs-là et tant d'autres habitudes et manières de vivre en société pourraient être reprises de manière critique et intégrés dans un projet d'autonomie et lui servir de modalités d'incarnation, de matérialisation. Ce que nous devons maintenant chercher c'est la possibilité de se frayer le chemin vers sa propre autonomie individuelle et collective dans, par et contre son histoire particulière.

Lieux Communs, mai-août 2012.